EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE LA COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE PROVENCE METROPOLE

Séance du 25 octobre 2013

Monsieur Eugène CASELLI, Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 27 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - François-Noël BERNARDI - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Alexandre BIZAILLON - Patrick BORE - Vincent BURRONI - Eugène CASELLI - Gérard CHENOZ - Patricia COLIN - Vincent COULOMB - Eric DIARD - Patrick GHIGONETTO - Jean-Pierre GIORGI - Michel ILLAC - Eric LE DISSES - Patrick MAGRO - Danielle MILON - André MOLINO - Jean MONTAGNAC - Bernard MOREL - Claude PICCIRILLO - Georges ROSSO - Pierre SEMERIVA - Jean-Louis TIXIER - Claude VALLETTE - Martine VASSAL.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

François FRANCESCHI représenté par Pierre SEMERIVA - Christophe MASSE représenté par François-Noël BERNARDI - Roland POVINELLI représenté par Vincent COULOMB - Antoine ROUZAUD représenté par Alexandre BIZAILLON - Jean VIARD représenté par Bernard MOREL.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Jean-Claude GAUDIN - Samia GHALI - Roland GIBERTI - Marie-Louise LOTA - Christophe MADROLLE - Patrick MENNUCCI - Renaud MUSELIER - Jérôme ORGEAS - Myriam SALAH-EDDINE - Philippe SAN MARCO - Guy TEISSIER.

Monsieur Le Président a proposé au Bureau d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DTUP 006-512/13/BC

■ Approbation de documents types portant constitution de servitude d'ancrage dans le cadre du prolongement du réseau de tramway dans le cadre de l'opération Canebière-Cours Saint Louis-Castellane

DMET 13/10362/BC

Monsieur le Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Communauté le rapport suivant :

Dans le cadre de son objectif de développement du réseau de transports collectifs en site propre de l'agglomération marseillaise, la Communauté Urbaine a décidé de prolonger le réseau de tramway sur le tronçon Canebière – Cours Saint-Louis – Castellane.

La création de ce tronçon va constituer une opération de requalification urbaine, de façade à façade, de la Rue de Rome, à l'occasion de la création de la plate-forme du tramway.

Ces travaux d'embellissement valoriseront le patrimoine bâti et amélioreront ainsi l'image de la Rue de Rome.

Signé le 25 Octobre 2013
Reçu au Contrôle de légalité le 28 octobre 2013

Dans le cadre des travaux liés à l'opération, il est nécessaire de procéder à l'installation en façade de certains immeubles riverains, des supports d'ancrage des lignes aériennes de contact et de leurs câbles d'alimentation électrique.

Le décret n° 2006-553 du 16 mai 2006 a porté extension à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole des articles L.171-2 à L. 171-11 du Code de la Voirie routière relatifs à l'établissement et à l'entretien des câbles électriques pour les transports en commun.

La procédure de constitution des servitudes d'ancrage nécessaires doit se dérouler de façon amiable dans un premier temps.

Dans ce cadre la Communauté Urbaine sollicitera les propriétaires des parcelles riveraines de l'opération en vue d'obtenir leur autorisation pour effectuer les scellements des supports d'ancrage des lignes aériennes de contact et de leurs câbles d'alimentation.

Ces travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté Urbaine et toutes les conditions de sécurité et de mise en œuvre de ces ancrages seront prises pour limiter l'impact et les nuisances des travaux.

A cet effet ont été établis des documents types :

- un protocole d'accord à passer avec les propriétaires privés, précisant les caractéristiques et conditions de mise en œuvre du ou des ancrages nécessaires,
- une convention d'autorisation d'occupation du domaine public, précisant ces mêmes caractéristiques et conditions d'ancrage pour les éventuels bâtiments publics.

A défaut d'accords amiables, la Communauté Urbaine mettra en place une procédure d'autorisation administrative d'ancrages, après enquête publique, en application de l'article L 171-7 du Code de la Voirie Routière.

Monsieur le Président propose au Bureau de la Communauté d'approuver la délibération ci-après :

Le Bureau de la Communauté,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 portant création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération 004-314/08/CC du 31 mai 2008 portant délégation du Conseil de Communauté au Président et au Bureau ;
- Le décret n° 2006-553 portant extension à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole des articles L.171-2 à L.171-11 du Code de la Voirie routière relatifs à l'établissement et à l'entretien des câbles électriques pour les transports en commun ;
- L'arrêté préfectoral n° 2004-54 du 29 juin 2004 déclarant d'utilité publique le projet de modernisation et d'extension du réseau de tramway sur la commune de Marseille ;
- L'arrêté préfectoral n° 2009-44 du 15 juin 2009 prorogeant les effets de l'arrêté préfectoral susvisé jusqu'en juin 2014 ;
- La délibération du Conseil de Communauté DTUP 006-2160/10/CC du 28 juin 2010 approuvant notamment le programme et la revalorisation de l'autorisation de programme affectée à l'opération 2009/207 relative au prolongement du réseau de tramway Canebière-Cours Saint-Louis – Castellane.

Sur le rapport du Président,

Signé le 25 Octobre 2013
Reçu au Contrôle de légalité le 28 octobre 2013

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'engager la procédure amiable de constitution des servitudes d'ancrage nécessaires à la mise en place des supports des lignes aériennes de contact et de leurs câbles d'alimentation, dans le cadre de l'opération de prolongement du réseau de tramway Canebière-Cours Saint Louis- Castellane ;
- Que des documents types sont soumis à approbation avant d'être diffusés aux riverains concernés qui pourront en accepter les termes pour formaliser leur accord à la constitution de la servitude d'ancrage affectant leur immeuble.

Après en avoir délibéré :

Décide

Article 1 :

Est approuvé le protocole type d'accord de constitution de servitude d'ancrage en façade d'immeuble, ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvée la convention type d'occupation du domaine public, portant autorisation d'ancrage en façade d'immeuble, ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine, ou son représentant, est autorisé à effectuer toute démarche et à signer les documents types, cités aux articles 1 et 2 ci-dessus, qui auront été signés par les propriétaires ou représentants des immeubles concernés par les ancrages.

Pour Visa,
La Vice-Présidente Déléguée
Aux Transports

Marie-Louise LOTA

Pour Présentation,
Le Président Délégué de la Commission
Développer les transports urbains et
périurbains

André MOLINO

Certifié Conforme,
Le Président de la Communauté Urbaine
Marseille Provence Métropole

Eugène CASELLI